

y a quelques années par Shortt et Doughty. Il y lira le manifeste sur l'annexion signé des plus grands noms canadiens, tels que ceux de Sir John Abbott, de Sir Antoine Dorion et d'une foule d'autres, déclarant que, par suite de l'abolition des préférences, le Canada était ruiné, les placements d'argent réduits à rien, et que les Canadiens avaient décidé de chercher un marché chez leurs voisins du Sud. Cela voulait dire purement et simplement : annexion.

Le très honorable M. MEIGHEN: En quelle année était-ce?

L'honorable M. LEMIEUX: Cela se passait en 1849. Lord Elgin, un Ecossais vrai et résolu, était alors gouverneur du Canada. C'est lui qui avait rallié les Canadiens de bon sens, et avait rendu possible l'établissement du gouvernement responsable. Il écrivit à son beau-père, Lord Grey, alors premier ministre d'Angleterre, le priant de s'occuper immédiatement des graves problèmes qui agitaient le Canada. Je parle en connaissance de cause. Mon père et mon grand-père m'ont souvent parlé des troubles de 1837, du mouvement annexionniste de 1849 et de la Confédération de 1867. Alors comme aujourd'hui, dans les plus grandes villes régnait une grande détresse. Lord Elgin dit, dans sa lettre à Lord Grey: "Si vous restez inactifs, vous perdrez le Canada. Le peuple est malheureux, parce qu'il n'est pas prospère. C'est votre devoir de faire renaître la prospérité au Canada."

Que recommanda Lord Elgin au gouvernement britannique? Il recommanda d'aller à Washington et d'ouvrir des négociations en vue d'un traité de réciprocité avec nos voisins du Sud. Il passa six mois à Washington—il n'y a pas à se demander quelle cause il servait—et revint après avoir négocié le traité connu dans l'histoire sous le nom de Elgin-Marcy. Ce traité demeura en vigueur de 1854 à 1866 et ne s'appliquait qu'aux produits naturels, si je me le rappelle bien. Ici encore, je parle en connaissance de cause, parce que mon père était un modeste négociant de la rive sud du Saint-Laurent, dans le comté de Napierville, et m'a souvent répété que cette période avait été l'âge d'or des fermiers du Canada. Ils acquirent une modeste aisance en vendant leurs bestiaux et leurs autres produits agricoles aux Américains. Le traité aurait été renouvelé en 1866, n'eût été l'attitude hostile des Canadiens envers les Fédéraux du Nord pendant la guerre civile.

L'honorable M. DANDURAND: L'attitude d'une partie du peuple canadien.

L'honorable M. LEMIEUX: De la plus grande partie.

L'hon. M. LEMIEUX.

Le très honorable M. MEIGHEN: Envers les Fédéraux du Nord?

L'honorable M. LEMIEUX: Mon honorable ami croit peut-être que cette animosité venait surtout de Toronto. Le meilleur ami des armées du Nord fut George Brown, du *Globe*, de Toronto; il les défendit avec vigueur auprès de ses concitoyens. Je suis peiné de dire que, même à Montréal, des Canadiens-Français des plus distingués prirent la défense des auteurs du raid de St. Albans et les défendirent devant les cours de justice. Ceux qui ont lu les mémoires de sir John-A. MacDonald, se rappelleront une lettre adressée à sir Georges Cartier:

Cet individu Coursol (il était magistrat de police dans l'affaire d'extradition) coûtera au pays un demi-million de dollars, peut-être une petite guerre avec les Etats-Unis, à cause de son jugement en faveur des auteurs du raid.

Maintenant, si je rappelle à mon très honorable ami cet épisode du traité de réciprocité, c'est que je désire ardemment qu'il mette ses facultés et ses talents au service du Canada. Il possède un esprit d'une clarté extraordinaire et un talent merveilleux. Je ne lui fais pas ces éloges à seule fin de le complimenter. Tous, nous savons qu'il ne sera pas toujours des nôtres; un jour nous le perdrons—peut-être passera-t-il à un autre champ d'action. Il est même possible qu'il devienne chef du gouvernement canadien. Nous lui souhaitons tous du succès; mais il faut qu'il chasse de son esprit toute pensée mesquine à l'égard des Etats-Unis. Je ne dis pas qu'il nourrit de tels sentiments, mais, en 1891 et en 1911, je crois, il était de ceux qui, à cor et à cri, proclamaient: "Ni troc ni commerce avec les Yankees." Qu'il me soit permis de lui dire ceci: les accords que nous ratifions peuvent avoir une certaine valeur pour le temps présent, mais à mon avis ils ne contribuent en rien à la paix du monde, parce qu'ils sont basés sur un principe trop matérialiste et trop intéressé. Nous savons tous que les hommes d'Etat du monde demandent ardemment la réduction des droits douaniers afin de créer de nouvelles voies de commerce et d'échange entre les peuples ravagés par la guerre. Nous savons que les tarifs élevés sont causes de guerre et non de paix.

Une nouvelle Administration prendra un jour les rênes du pouvoir à Washington. Personne ne croit, je suppose, que M. Hoover sera le prochain Président des Etats-Unis. Je suis bien loin de garder rancune à M. Hoover. Il est un bon Quaker, donc un homme de paix; mais jamais Président des Etats-Unis n'est sorti victorieux des élections après avoir passé par le creuset des difficultés par où est passé M. Hoover. L'Etat du Maine a fait